

La lettre du CNI

Numéro 60 mars 2010 - 2€

www.cni.asso.fr

Editorial :
L'attente indépendante
par Gilles Bourdoux
Page 2



Elections Régionales 2010 : Le CNI présent !

page 3

« Indépendant »
par François Lebel

page 3

« Le CNI
à l'international »
par Olivier de Tilière

page 4

François Lebel
et Philippe Most,
vice-présidents
du CNI



L'attente indépendante

Lors de ma prise de fonction le 24 octobre dernier, j'avais indiqué qu'il serait difficile voire impossible au CNI d'avoir un positionnement solide à l'occasion des élections régionales. Marginalisé par l'UMP à l'image de son exclusion du Comité de liaison de la majorité, le CNI malgré la meilleure volonté ne pouvait pas obtenir en quelques semaines ce pour quoi certains se battaient depuis des mois : quelques places éligibles sur les listes régionales.

Liberté de vote dans les régions où le Comité Directeur n'a apporté aucun soutien.

Je rencontrai début décembre Xavier Bertrand à qui je remis une liste de candidats qui pouvaient apporter une plus-value à la majorité. Son collaborateur devait téléphoner à notre secrétaire général. C'est celui-ci qui dut rappeler mais il n'y eut pas de suite. Un rendez-vous fut fixé avec Jean-Claude Gaudin en janvier. Annulé la veille après une intervention des instances de l'UMP. Il était clair que le CNI n'était pas le bienvenu sur les listes de la majorité.

Les deux postes glanés en Vendée avec Gonzague de Chantérac et dans le Finistère avec Brigitte Hü ne le furent pas sur la base d'une quelconque alliance avec l'UMP.

Devions-nous rester pour autant silencieux ? Une opportunité s'est présentée avec un accord avec Nicolas Dupont-Aignan et Debout la République dans trois régions : l'Ile de France, la Haute-Normandie et la Lorraine. Le Comité Directeur a également décidé de soutenir la liste de Christian Jeanjean en Languedoc-Roussillon.

L'accord avec DLR porte sur le projet régional, enjeu des 14 et 21 mars. Il ne signifie bien sûr pas une adhésion aux choix européens souverainistes de ce mouvement. Nous avons investi une

quinzaine de candidats dans la région Ile de France et deux des listes départementales seront conduites par notre mouvement. Il s'agit de Paris avec Bruno North, Secrétaire Général du CNI et des Yvelines avec Philippe Brillault, Maire du Chesnay et apparenté CNI. L'implantation de DLR dans la région capitale et l'apport non négligeable du CNI peuvent permettre à la liste d'obtenir un score intéressant et de nous replacer ainsi dans le jeu politique national.

Dans les régions dans lesquelles le Comité Directeur n'a apporté aucun soutien, nos adhérents et sympathisants voteront en toute conscience.

Les listes de la majorité présidentielle ne nous inspirent pas de sympathie particulière. La part belle a été faite à un Nouveau Centre qui est déjà surreprésenté à l'Assemblée Nationale et à l'Alliance Centriste du sénateur Arthuis qui ne représente que lui-même et qui a annexé des ex-Modem en mal de sièges, désespérés des mauvaises prévisions données par les sondages au parti de François Bayrou. Et que dire des strapontins offerts généreusement à la Gauche Moderne et aux Progressistes des duettistes Bockel et Besson ? Combien de voix de gauche cette opération déplacera-t-elle ?

Les listes de la majorité présidentielle ne nous inspirent pas de sympathie particulière.

Elle est tellement utile pour le Président de la République que les sondages sur une présidentielle aujourd'hui le donnent largement battu par Dominique Strauss-Khan et péniblement gagnant contre Martine Aubry.

Quand les portes de l'ouverture claquent, ce sont celles de l'Elysée qui se ferment !



Gilles Bourdoleix,
Président du CNI
Député
Maire de Cholet

Les régionales seront désastreuses pour la majorité présidentielle. L'inconvénient immédiat sera d'avoir à supporter à nouveau des régions de gauche avec cependant la consolation que l'on en prendra pour quatre ans seulement avec la réforme qui crée les conseillers territoriaux en 2014.

Quand les portes de l'ouverture claquent, ce sont celles de l'Elysée qui se ferment !

L'avantage à court terme peut être un sursaut qui ramènera le Président de la République aux fondamentaux de son camp à la fois dans les alliances nouées et dans la politique conduite. S'il le comprend nous pourrions sauver, tous ensemble, enfin réunis, les échéances de 2012.

Et l'échec de 2010, devenu presque souhaitable, aura été salvateur.

Indépendant !

par François Lebel

Indépendant ! Oui, être indépendant en politique c'est encore possible. C'est même de plus en plus souhaitable lorsque l'on connaît le fonctionnement des grands partis traditionnels. Ne parlons pas de ceux de gauche, englués depuis des décennies dans des postures post marxistes qu'ils imposent toujours victorieusement aux quelques esprits libres qui voudraient faire enfin entrer leurs partis dans le XXI^{ème}. siècle.

Parlons de la droite, parlons de la majorité présidentielle à laquelle appartient le CNI, parlons de la déception de tant d'électeurs qui refusent les « diktats » idéologiques ou les

« choix de société » que quelques grands caciques leur imposent.

Non, tout ne nous plaît pas dans les options prises par les leaders de la majorité présidentielle dont nous faisons partie... Alors nous le disons, en toute liberté, en toute indépendance.

Nos valeurs sont toujours résolument celles dans lesquelles nous avons toujours cru. Citons en vrac : Responsabilité, réforme, patriotisme, réalisme économique, travail, justice sociale, famille....

Le CNI le dit haut et fort.



François Lebel

Vice-président du CNI
Maire du 8^{ème} arrondissement de Paris
Conseiller de Paris

Le CNI à l'international : Rayonnement culturel et francophonie

par Olivier de Tilière

Ce n'est pas le moindre des paradoxes. La majorité présidentielle a depuis longtemps passé par pertes et profits le rayonnement culturel et la défense de la francophonie considérant, de manière pour le moins surprenante, qu'il s'agissait de postes budgétaires spendieux, sans réelle portée...

Malheureusement les faits sont têtus et ne se plient pas de bonne grâce à des analyses hasardeuses, surtout lorsqu'il s'agit de contresens aussi évidents. Qui pourrait nier en effet que l'un des premiers vecteurs de la puissance de notre pays est lié à sa langue et au rayonnement de sa pensée ? Nos amis anglais l'ont fort bien compris qui ont toujours attaché la plus grande importance au Commonwealth, tandis que nous avons des ministres, visiblement désireux de soutenir la francophonie, qui n'hésitent pas à l'instar de Valérie Pécresse à vouloir en finir avec la suprématie de la langue française, oubliant au passage pour cette dernière qu'elle est ministre et que l'article 2 de la Constitution stipule que le français est la langue de notre pays.

A l'étranger les budgets des Alliances françaises ont quasiment tous disparus et

celles-ci, malgré la bonne volonté des diplomates en poste, ressemblent de plus en plus à des vaisseaux fantômes, tandis que les demandes pour l'envoi de professeurs de français restent lettre morte, notamment dans les pays de l'ex bloc soviétique.

Il suffit de se rendre à Prague, que l'on appelait le Paris de l'Europe de l'Est, pour se rendre compte que notre langue n'est plus pratiquée que par une infime élite intellectuelle.

L'Afrique n'est pas non plus épargnée. Le Président de l'Assemblée Nationale du Sénégal, Mamadou Seck, me confiait même il y a peu : « si aujourd'hui le français est la langue officielle... l'anglais gagne nettement du terrain, notamment auprès des jeunes qui aspirent de plus en plus à faire des études aux Etats-Unis ou au Canada anglophone » sans que la France fasse le moindre geste.

Conscient de ce danger, le CNI, dès 2005, par la voix de sa Présidente, Annick du Roscoät et avec le soutien du Président Jacques Chirac, avait installé le Haut Comité National de la Francophonie, qui réunit un



Olivier de Tilière

Secrétaire National du CNI
Vice-président du Haut Comité National de la Francophonie
Secrétaire Général de la Commission Malraux pour l'Europe de la Culture

parterre de membres d'honneur représentant 50 ambassadeurs ou représentants de chefs d'Etat.

Un livre blanc a d'ailleurs été réalisé avec comme spécificité d'avoir été rédigé par les propres acteurs (ambassadeurs, parlementaires, bâtonnier, conseillers d'Etat, etc) du monde francophone pour fournir un panorama des enjeux et des perspectives.

Les mêmes causes produisant les mêmes effets, le rayonnement culturel de notre pays connaît également des moments difficiles.

C'est dans ce contexte - et en l'honneur des célébrations nationales du cinquantenaire de la création par le Général de Gaulle du Ministère des Affaires Culturelles, pour An-

dré Malraux - qu'est née la Commission Malraux pour l'Europe de la Culture placée sous la Présidence d'honneur d'Alain Malraux.

Une commission composée de personnalités à la tête de laquelle siège également le CNI (et non un ancien ministre de la culture comme initialement prévu !) a été mise en place pour tenter, là encore, de tracer des pistes, mais cette fois au niveau européen. La France en ce domaine a d'ailleurs pris beaucoup de retard et le souvenir de l'oeuvre de Malraux semble, notamment en matière de sauvegarde du patrimoine, curieusement oubliée. Un oubli d'autant plus fâcheux que se dégrade dangereusement des pans entiers de notre héritage ar-

chitectural compromettant grandement à terme, on le sait, la prééminence de notre tourisme, sans que le monde politique - à de rares exceptions - près s'en émeuvent... La légèreté avec laquelle la Ville de Paris s'est occupée des travaux de l'Hôtel Lambert, face aux volontés d'un prince du Qatar qui souhaitait tout réaménager sans tenir compte des impératifs architecturaux liés au classement du lieu est à cet égard des plus significatifs.

« L'art, c'est le plus court chemin de l'homme à l'homme », écrivait Malraux. Le rayonnement de notre culture et la défense de notre langue en sont des chemins qui ne doivent pas être laissés en friche !

François Lebel et Philippe Most élus vice-présidents du CNI



François Lebel

Vice-président du CNI
Maire du 8^{ème} arrondissement de Paris
Conseiller de Paris



Philippe MOST

Vice-président du CNI en charge du projet
Conseiller régional de Poitou-Charentes



Marcel Morin

Secrétaire National chargé de la Mémoire
et du Monde Combattant.

François Lebel, Maire du 8^e arrondissement de Paris depuis 1983 et Conseiller de Paris depuis 1977 et **Philippe Most**, Conseiller Régional de Poitou-Charentes et Maire de Royan de 1989 à 2006, ont été élus, à l'unanimité, vice-présidents du CNI par le Comité Directeur, réuni le 20 février.

« Je suis attaché à l'esprit d'indépendance qu'incarne le CNI aujourd'hui. Un véritable débat doit naître au sein de la droite. Toutes les idées doivent y trouver leur place et coexister, y compris celles qui constituent le socle des valeurs du CNI. Il est nécessaire de rompre avec la pensée unique... » a déclaré **François Lebel**.

« La scène politique française est marquée à droite par une UMP omnipotente et par l'absence de propositions alternatives. Nos valeurs traditionnelles de Libéralisme et de Solidarité n'ont plus d'espace d'expression. Le CNI offre cette possibilité et, qui plus est, s'affirme par les débats et les échanges qu'il suscite comme le parti écologique de droite. La diversité au sein de la Majorité Présidentielle est indispensable au progrès... » a indiqué, pour sa part, **Philippe Most**.

Marcel Morin, fidèle adhérent du CNI, a été nommé Secrétaire National chargé de la Mémoire et du Monde Combattant.

LE CNI RÉAGIT

Revenir aux fondamentaux

« Les sondages portant sur le deuxième tour de l'élection présidentielle de 2012 témoignent de l'échec de la stratégie dite « d'ouverture ». Nicolas SARKOZY serait battu par Dominique STRAUSS KAHN et ferait moins bien contre Martine AUBRY que contre Ségolène ROYAL en 2007 » a déclaré Gilles Bourdouleix, Président du CNI et Député-Maire de Cholet dans un récent communiqué.

« On constate combien de voix ont été apportées par « l'ouverture ». Au contraire, il y a une déperdition inquiétante qui montre le désarroi de l'électorat traditionnel de la majorité. La pire illustration de cet égarement est l'élimination du CNI des listes régionales dont les candidats potentiels étaient des élus implantés au profit d'inconnus estampillés « gauche moderne » ou de centristes multipliant les petits partis. On mesurera l'erreur au soir du 21 mars ».

« Il reste deux ans avant l'élection présidentielle. Il est encore temps de revenir aux fondamentaux. C'est l'appel solennel que lance le CNI au Président de la République » a-t-il indiqué.

La lettre du CNI

6, rue Quentin Bauchart 75008 PARIS

Tél : 01 47 23 47 00

Email : secretariat@cni.asso.fr

N° de Com. paritaire : 1005 P 107 10

ISSN : 1776 - 2278

Directeur de la publication
Gilles Bourdouleix

Directeur de la rédaction
Bernard Lepidi

Réalisation et Impression :
emendo 01 60 88 89 35

Conception : AGENCE MP

Cette « Lettre du CNI » est la vôtre.

Vos articles, suggestions
ou observations sont les bienvenus.
N'hésitez pas à les faire parvenir au siège du CNI.